

ASSOCIATION ALTERITE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

1, Impasse de la Cour de France
91 260 JUVISY

Siret : 334 769 270 00292

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2024)**

Aux Adhérents,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Bureau en date du 12 avril 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ALTERITE relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie VI « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association gère les budgets de différents établissements sous contrôle de différents financeurs. A ce titre et afin de se conformer à la réglementation spécifique de ce secteur d'activité, une comptabilité distincte est tenue pour chaque établissement.

Les comptabilités individuelles de ces établissements sont en fin d'exercice arrêtés individuellement et ensuite combinés pour présenter un bilan et un compte de résultat global des activités de votre association.

Notre démarche d'audit a donc porté sur l'examen de ces comptabilités individuelles, par services ou établissements. Dans un second temps nous avons vérifié la correspondance des comptes inter-établissements pour nous assurer de l'exactitude des réciprocitys entre les différentes comptabilités.

Nos appréciations ne portent pas sur l'exactitude des comptes administratifs transmis aux autorités de tarification, des différents services ou établissements, mais sur les comptes annuels de votre association.

L'association constate au passif dans les fonds dédiés, une partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Nous avons procédé à l'appréciation du suivi des fonds dédiés de l'association ALTERITE, décrit dans la note « FONDS DEDIES » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre les contrôles pour vérifier la juste affectation des subventions en fonds dédiés.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la secrétaire générale et dans le rapport financier du Trésorier, et les comptes annuels adressés aux adhérents.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Massy le 11 juin 2025



Le Commissaire aux Comptes
AUFIGES

Bilan & Compte de Résultat Association

ALTERITE ASSOCIATION CONSO

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement	7 308 738	3 228 881	4 079 857	4,79	4 241 505	4,87
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	438 677	422 928	15 749	0,02	9 175	0,01
. Fonds commercial	274 408	274 408	0	0,00	0	0,00
. Autres immobilisations incorporelles	100 821	58 792	42 029	0,05	43 404	0,05
. Immobilisations incorporelles en cours	172 110		172 110	0,20	25 381	0,03
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains	7 714 755	1 825 153	5 889 602	6,91	5 720 574	6,57
. Constructions	70 876 322	36 612 623	34 263 699	40,19	34 490 918	39,63
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	7 117 812	5 536 297	1 581 515	1,85	1 582 615	1,82
. Autres immobilisations corporelles	7 918 426	6 139 844	1 778 581	2,09	1 749 578	2,01
. Immobilisations corporelles en cours	142 004		142 004	0,17	827 925	0,95
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés	25 360		25 360	0,03	20 404	0,02
. Prêts						
. Autres	229 308		229 308	0,27	736 173	0,85
TOTAL (I)	102 318 741	54 098 926	48 219 816	56,56	49 447 651	56,82
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	40 876		40 876	0,05	40 888	0,05
Avances et acomptes versés sur commandes	134 116		134 116	0,16	59 338	0,07
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 981 201	262	10 980 939	12,88	11 075 132	12,73
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	584 215	86 794	497 421	0,58	552 264	0,63
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	25 074 984		25 074 984	29,41	25 517 025	29,32
Charges constatées d'avance	312 719		312 719	0,37	336 501	0,39
TOTAL (II)	37 128 110	87 056	37 041 054	43,44	37 581 148	43,18
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	139 446 851	54 185 982	85 260 869	100,00	87 028 799	100,00

ALTERITE ASSOCIATION CONSO

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	5 670 619	6,65	5 992 010	6,89
. Fonds propres complémentaires	5 371 877	6,30	5 371 827	6,17
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires	38 112	0,04	38 112	0,04
. Fonds propres complémentaires	38 112	0,04	38 112	0,04
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	16 334 553	19,16	15 448 103	17,75
. Autres				
Report à nouveau	-4 209 148	-4,93	-4 785 576	-5,49
Excédent ou déficit de l'exercice	2 131 819	2,50	1 579 649	1,82
Situation nette (sous total)	25 375 944	29,76	23 682 237	27,21
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	10 920 071	12,81	10 991 275	12,63
Provisions réglementées	12 723 895	14,92	13 029 516	14,97
TOTAL (I)	49 019 909	57,49	47 703 028	54,81
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations	43 470	0,05	29 920	0,03
Fonds dédiés	6 771 386	7,94	6 480 601	7,45
TOTAL (II)	6 814 856	7,99	6 510 521	7,48
PROVISIONS				
Provisions pour risques	671 461	0,79	258 837	0,30
Provisions pour charges	1 198 366	1,41	1 154 464	1,33
TOTAL (III)	1 869 827	2,19	1 413 301	1,62
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 502 592	22,87	20 432 680	23,48
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 661 745	1,95	2 026 699	2,33
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	5 475 846	6,42	6 395 290	7,35
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	209 486	0,25	189 078	0,22
Autres dettes	608 556	0,71	2 249 390	2,58
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	98 053	0,12	108 812	0,13
TOTAL (IV)	27 556 277	32,32	31 401 949	36,08
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	85 260 869	100,00	87 028 799	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	2 935		1 830		1 105	60,38
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens	569 419		604 118		-34 699	-5,73
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	3 666 111		3 742 144		-76 033	-2,02
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	54 231 739		53 121 239		1 110 500	2,09
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	1 174 799		1 358 373		-183 574	-13,50
Utilisations des fonds dédiés	91 800		171 724		-79 924	-46,53
Autres produits	314 323		292 116		22 207	7,60
Total des produits d'exploitation (I)	60 051 126		59 291 544		759 582	1,28
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	11 993 192		12 437 320		-444 128	-3,56
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	3 625 203		3 599 215		25 988	0,72
Salaires et traitements	25 386 310		24 908 410		477 900	1,92
Charges sociales	11 625 361		11 618 759		6 602	0,06
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 037 989		3 803 748		234 241	6,16
Dotations aux provisions	1 448 672		1 203 487		245 185	20,37
Reports en fonds dédiés	9 786		5 336		4 450	83,40
Autres charges	134 921		27 102		107 819	397,83
Total des charges d'exploitation (II)	58 261 434		57 603 376		658 058	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 789 692		1 688 168		101 524	6,01
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations	19 754		15 252		4 502	29,52
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	225 394		200 076		25 318	12,65
Total des produits financiers (III)	245 148		215 328		29 820	13,85
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	558 048		597 597		-39 549	-6,61
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements	11 474		10 766		708	6,58
Total des charges financières (IV)	569 522		608 363		-38 841	-6,37
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-324 374		-393 035		68 661	17,47

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	1 465 318		1 295 133		170 185	13,14
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion	14 667		44 539		-29 872	-67,06
Sur opérations en capital	497 471		771 922		-274 451	-35,54
Reprises sur provisions et transferts de charges	727 124		840 046		-112 922	-13,43
Total des produits exceptionnels (V)	1 239 262		1 656 506		-417 244	-25,18
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	7 812		54 722		-46 910	-85,71
Sur opérations en capital	205 023		745 074		-540 051	-72,47
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	335 646		550 885		-215 239	-39,06
Total des charges exceptionnelles (VI)	548 482		1 350 682		-802 200	-59,38
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	690 780		305 825		384 955	125,87
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	24 279		21 309		2 970	13,94
Total des produits (I + III + V)	61 535 536		61 163 379		372 157	0,61
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	59 403 717		59 583 730		-180 013	-0,29
EXCEDENT OU DEFICIT	2 131 819		1 579 649		552 170	34,96
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexe Association

ALTERITE ASSOCIATION CONSO

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANNEXE ASSOCIATION

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Préambule

L'Objet social de l'entité :

Organisme laïque à but non lucratif, l'association ALTERITÉ fonde son action sur le respect absolu de la personne humaine. Elle a pour vocation de promouvoir la dignité et la citoyenneté des personnes en situation de handicap, en Suvrant à la fois pour leur plein épanouissement personnel et leur intégration dans toutes les formes de vie sociale.

Elle vise non seulement à adapter la cité aux enfants, adolescents et adultes en situation de handicap, en contribuant autant que possible à la mise en Suvre des conditions matérielles et humaines nécessaires à leur accueil dans un cadre de vie ordinaire, mais aussi à contribuer à une évolution du regard porté par la société sur le handicap.

Conformément aux valeurs fondatrices de la laïcité, l'association agit pour leur pleine inclusion, en affirmant à la fois leur égale dignité en tant que personnes et leur place de citoyens à part entière au sein de la société.

L'activité de l'association se décline selon les modalités suivantes :

IME (Institut Médico-Éducatif) : accueil de jeunes en situation de handicap, en externat ou en internat.

ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail) : accompagnement socio-professionnel de personnes en situation de handicap par le biais d'activités à visée productive.

SESSAD (Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile) : interventions éducatives, pédagogiques et thérapeutiques au domicile ou dans le milieu de vie ordinaire de l'enfant ou de l'adolescent. MAS (Maison d'Accueil Spécialisée) : hébergement médicalisé pour adultes lourdement handicapés n nécessitant une assistance permanente.

Foyer d'hébergement spécialisé : accueil et accompagnement au quotidien d'adultes en situation de handicap, en lien avec une activité professionnelle ou occupationnelle.

L'association dispose de 21 établissements implantés en Essonne.

Leur fonctionnement est principale principalement financé par : L'Agence Régionale de Santé (ARS), Le Conseil Départemental de l'Esso l'Essonne.

1 - Événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à signaler au cours de l'exercice.

À noter toutefois qu'au cours de l'exercice précédent, les litiges sociaux en cours avaient été mentionnés dans l'annexe. Cette année, ces éléments ont été traités différemment : une provision pour litiges a été constituée, pour un montant de 486 732 euros, reflétant une approche comptable plus conforme à la réalité des risques identifiés.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Contributions volontaires :

Le bénévolat n'a pas fait l'objet de valorisation dans les comptes au 31/12/2024

L'association n'a pas été en mesure de valoriser le bénévolat dans les comptes au 31/12/2024

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément aux principes définis au plan comptable général défini par le règlement 2014-03, modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles éligibles.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

Le bail emphytéotique de l'I.M.E. LA CERISAIE est arrivé à échéance en 2019, en cours avec la mairie sur 2023.

Le bail emphytéotique de l'E.S.A.T. LA CARDON est arrivé à échéance en 2021 ~ accord avec la mairie obtenu le 23/06/2022 et la finalisation de la vente est sur janvier 2023.

Des négociations avec la MAIRIE de BRUNOY (I.M.E. LA CERISAIE) pour le rachat du terrain sont en cours de régularisation (accord oral de la mairie). En 2023, l'association ALTERITE devrait être propriétaire de ce terrain.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :**

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME)

est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée

d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2.2.3 - Stocks :

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est constituée lorsque la valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.2.4 - Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.5 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.6 - Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Le montant retenu correspond à celui de l'année 2023, car il n'a pas pu être actualisé au 31/12/2024.

L'engagement avait été calculé à l'aide de l'outil BY MYFIDES. L'engagement total pour l'ensemble des salariés de l'association s'élevait à 2 838 414 euros.

Ce montant correspondait à l'indemnité due selon la Convention Collective Nationale de 1966 CCN 66 "Convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées", en tenant compte d'un départ à la retraite à 64 ans.

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Au cours de l'exercice, des ajustements ont été apportés à la présentation des comptes annuels par rapport à l'exercice précédent :

Un montant de 8 000 €, initialement inscrit à l'actif immobilisé, a été reclassé en comptes débiteurs et créditeurs divers après la clôture des comptes au 31/12/2023. Cette opération a conduit à la sortie du bilan de matériels considérés comme inexistant, notamment ceux précédemment localisés à l'ESAT La Cardon.

En conséquence :

~ l'actif immobilisé a été diminué de 8 000 € ;

~ cette diminution a été compensée par une augmentation du passif pour un montant équivalent, traduisant la correction de l'écart constaté à l'ouverture.

Ce reclassement n'a aucune incidence sur le résultat de l'exercice, mais permet une présentation plus sincère et régulière des comptes.

Par ailleurs, à la suite de l'intégration d'un nouveau logiciel comptable, un reclassement automatique a été opéré sur deux comptes figurant à l'actif, en fonction de leur nature d'origine. Ce traitement, généré automatiquement par le logiciel sans possibilité d'intervention manuelle, a concerné un compte présentant un solde anormalement créditeur de 39 784 €, qui a été repositionné au passif. Cette écriture a mécaniquement entraîné une augmentation de l'actif circulant pour le même montant.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	8 068 787	56 148	2 291	8 122 644
Immobilisations corporelles	91 439 833	4 523 666	2 022 071	93 941 428
Immobilisations financières	756 577	8 625	510 534	254 668
TOTAL	100 265 197	4 588 439	2 534 896	102 318 740

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	3 027 794	201 087		3 228 881
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	746 909	11 510	2 291	756 128
TOTAL I	3 774 703	212 597	2 291	3 985 009
Terrains	1 702 898	157 166	34 911	1 825 153
Constructions				
sur sol propres	22 988 643	1 448 852	86 640	24 350 855
sur sol d'autrui				
inst. génér., agencmt	11 141 014	1 186 503	65 749	12 261 768
Install. tech., matériel, outill. industriels	5 204 542	461 471	129 716	5 536 297
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	2 385 376	338 486	382 665	2 341 197
Matériel de transport	3 084 892	294 281	91 907	3 287 266
Matériel de bureau et informatique				
Emballage récupérables et divers	543 477	16 667	48 763	511 381
TOTAL II	47 050 842	3 903 426	840 351	50 113 917
TOTAL GENERAL (I+II)	50 825 545	4 116 023	842 642	54 098 926

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	229 308		229 308
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	10 981 201	10 981 201	
Autres créances	584 215	584 215	
Charges constatées d'avance	312 719	312 719	
TOTAL	12 107 443	11 878 135	229 308

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	1 447 948
Subventions / financements	
Autres produits à recevoir	113 950
TOTAL	1 561 898

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	11 363 837		294 768	616 159	11 042 496
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	76 225				76 225
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	15 448 103		1 231 881	345 430	16 334 553
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-4 785 576		7 382 575	7 959 003	-4 209 148
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	1 579 649				2 131 819
Dont générosité du public					
Situation nette	23 682 237		8 909 224	8 920 592	25 375 944
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	10 991 275		476 325	405 122	10 920 071
Dont générosité du public					
Provisions réglementées	13 029 516		631 566	937 188	12 723 895
Dont générosité du public					
TOTAL	47 703 028		10 017 116	10 262 902	49 019 909
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	4 394 377	1 054 073	1 020 596				4 427 854
Contributions financières d'autres organismes	2 086 224	438 764	181 456				2 343 532
Ressources liées à la générosité du public	29 920	25 410	11 860				43 470
TOTAL	6 510 521	1 518 247	1 213 912				6 814 856

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	19 502 592	1 165 208	4 794 978	13 542 406
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	1 661 745	1 661 745		
Dettes fiscales & sociales	5 475 846	5 475 846		
Dettes sur immobilisations	209 486	209 486		
Autres dettes	268 890	268 890		
Produits constatés d'avance	98 053	98 053		
TOTAL	27 216 611	8 879 227	4 794 978	13 542 406

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	376 162
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	437 668
Dettes fiscales & sociales	2 876 228
Autres dettes	72 897
TOTAL	3 762 956

6 - Autres informations

6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties

6.1.1 - Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Promesse affectation Hypothécaire :

- La Cardon DG : 192 692 euros
- SIDVA 91 : 233 500 euros
- SIEGE : 537 000 euros

Nantissements de comptes Titres :

- Résidence Morsaintoise 136 750 euros
- La Chataigneraie DG : 30 000 euros & 67 000 euros

6.1.2 - Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

convention FGMOSS :

- SIEGE : 297 503 euros
- SIDVA : 121 234 euros
- La Cardon DG 1 927 & 192 692 euros
- Résidence Morsaintoise : 149 447.40 euros

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	4 788 735	4 743 350
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
Total	4 788 735	4 743 350

6 - Autres informations (suite)

6.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	70	
Non Cadres	654	
TOTAL	724	0

6.3 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 47 490

